



## **Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/39/696 (Partie I)  
28 novembre 1984  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

Trente-neuvième session  
Point 18 de l'ordre du jour

### **APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX**

Chapitres du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation  
en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de  
l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ayant trait à des  
territoires particuliers qui ne sont pas examinés au titre d'autres  
points de l'ordre du jour

#### Rapport de la Quatrième Commission (Partie I)

Rapporteur : M. Demetrio INFANTE (Chili)

#### **I. INTRODUCTION**

1. A sa 3ème séance plénière, le 21 septembre 1984, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa trente-neuvième session la question intitulée :

"Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux :

- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
- b) Rapports du Secrétaire général."

A la même séance, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer à la Quatrième Commission les chapitres du rapport du Comité spécial relatifs à des territoires particuliers.

2. Les chapitres du rapport du Comité spécial relatifs aux territoires dont la situation n'est pas examinée au titre d'autres points de l'ordre du jour traitent des territoires particuliers suivants :

<u>Territoires</u>	<u>Chapitres correspondants du rapport du Comité spécial 1/</u>
Sahara occidental	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. X
Gibraltar	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XII
Iles des Cocos (Keeling)	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XIII
Tokélaou	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XIV
Pitcairn	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XV
Sainte-Hélène	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XVI
Samoa américaines	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XVII
Guam	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XVIII
Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XIX
Bermudes	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XX
Iles Vierges britanniques	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XXI
Iles Caïmanes	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XXII
Montserrat	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XXIII
Iles Turques et Caïques	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XXIV
Iles Vierges américaines	A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XXV
Anguilla	A/39/23 (Partie VIII), chap. XXVII

3. A sa 2ème séance, le 24 septembre, la Quatrième Commission a décidé de tenir un débat général sur les points 18, 103, 105 et 12, 106 et 107 de l'ordre du jour, étant entendu que les propositions se rapportant aux diverses questions traitées seraient examinées séparément. Le débat général sur ces points a eu lieu de la 13ème à la 18ème séance, entre le 2 et le 12 novembre.

4. La Quatrième Commission a examiné le point 18 de sa 12ème à sa 18ème séance, entre le 30 octobre et le 12 novembre (voir A/C.4/39/SR.12 à 18).

---

1/ Ces chapitres seront regroupés dans le Supplément No 23 (A/38/23) des Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-neuvième session.

5. A la 12ème séance, le 30 octobre, le Rapporteur du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a fait une déclaration dans laquelle il a fait rapport sur les activités pertinentes du Comité spécial au cours de l'année 1984 et a appelé l'attention de la Quatrième Commission sur les chapitres du rapport du Comité spécial, mentionnés au paragraphe 2 ci-dessus et où figuraient notamment les projets de décision et de résolution correspondants que le Comité spécial soumettait à l'examen de la Quatrième Commission ainsi que sur la documentation pertinente du Comité (A/AC.109/761 à 763, 764 et Add.1, 765 et Add.1, 766 à 770, 775, 776, 777 et Add.1, 778 à 780 et 785 à 787).

6. La Quatrième Commission était saisie du rapport du Secrétaire général sur la question des îles des Cocos (Keeling), contenant le rapport de la Mission de visite des Nations Unies chargée d'observer le déroulement de l'acte d'autodétermination dans les îles des Cocos (Keeling) en 1984, présenté conformément à la décision 38/420 de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1983 (A/39/494).

7. La Quatrième Commission était également saisie du rapport du Secrétaire général sur la question du Sahara occidental (A/39/634), présenté conformément à la résolution 38/40 de l'Assemblée générale, du 7 décembre 1983.

8. En outre, la Quatrième Commission était saisie des communications suivantes adressées au Secrétaire général :

a) Lettre datée du 15 mars 1984, émanant du chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/39/133-S/16417);

b) Lettres datées des 20 mars et 8 octobre 1984, émanant du Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/39/139-S/16430 et A/39/560-S/16773);

c) Note verbale datée du 27 mars 1984, émanant de la Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/39/156-S/16441);

d) Lettre datée du 2 mai 1984, émanant du chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/39/236-S/16535);

e) Note verbale datée du 9 août 1984, émanant de la Mission permanente de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/39/401);

f) Lettre datée du 15 octobre 1984, émanant du Représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/39/581-S/16782);

g) Lettre datée du 16 octobre 1984, émanant du Représentant permanent du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/39/590 et Corr.1).

9. A sa 12ème séance, le 30 octobre, la Quatrième Commission a fait droit aux demandes d'audition ci-après dans le cadre de l'examen de la question :

Petitionnaire

Document

Sue R. Roff, Minority Rights Group (New York)

A/C.4/39/8

Jonathan Weisgall

A/C.4/39/8/Add.1

Elizabeth Bounds, National Council of the  
Churches of Christ in the United States  
of America

A/C.4/39/8/Add.2

Mlle Roff et M. Weisgall ont fait des déclarations à la 12ème séance de la Commission, le 30 octobre, et Mlle Bounds et M. Vincent McGee (Minority Rights Group) à la 13ème séance, le 2 novembre. M. Weisgall a également répondu, à la 13ème séance, aux questions que lui avaient posées les membres de la Commission.

10. A sa 7ème séance, le 22 octobre, la Quatrième Commission a décidé d'examiner la question du Sahara occidental après la clôture de la vingtième session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui s'est tenue à Addis-Abeba du 12 au 15 novembre. Un compte rendu de l'examen de la question par la Commission sera publié dans un additif au présent rapport.

II. EXAMEN DES PROPOSITIONS

11. Après avoir examiné les propositions présentées, la Quatrième Commission a adopté 10 projets de résolution, trois projets de consensus et un projet de décision concernant les 15 territoires suivants :

Iles des Cocos (Keeling)  
Tokélaou  
Pitcairn  
Sainte-Hélène  
Samoa américaines  
Guam  
Bermudes  
Iles Vierges britanniques

Iles Caïmanes  
Montserrat  
Iles Turques et Caïques  
Iles Vierges américaines  
Anguilla  
Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique  
Gibraltar

On trouvera le compte rendu de l'examen des propositions par la Commission aux paragraphes 13 à 26 ci-après.

12. A la 18ème séance, le 12 novembre, le Président a appelé l'attention de la Commission sur l'état des incidences administratives et financières présenté par le Secrétaire général (A/C.4/39/L.4), conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, des propositions concernant Tokélaou, Sainte-Hélène, les Samoa américaines, Guam, les Bermudes, les îles Vierges britanniques, les îles Caïmanes, Montserrat, les îles Turques et Caïques, les îles Vierges américaines et Anguilla.

**A. Iles des Cocos (Keeling)**

13. A la 14ème séance, le 6 novembre, le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution publié sous la cote A/C.4/39/L.3 relatif à la question des îles des Cocos (Keeling), présenté par les pays suivants : Bahamas, Côte d'Ivoire, Danemark, Fidji, Iles Salomon, Japon, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sierra Leone, Suède, Trinité-et-Tobago, Vanuatu, Venezuela et Yougoslavie.

14. A la même séance, la Quatrième Commission a décidé d'aborder la question des îles des Cocos (Keeling) le 7 novembre, en vue de prendre une décision sur le projet de résolution le même jour.

15. A la 15ème séance, le 7 novembre, le Président, au nom de la Quatrième Commission, a souhaité la bienvenue à M. John Enfield, secrétaire du Département des territoires et de l'administration locale de l'Australie, M. Parson Bin Yapat, président du Conseil des îles des Cocos (Keeling), M. Wahin bin Bynie, membre du Conseil des îles des Cocos (Keeling) et M. Cree bin Haig, membre de la Société coopérative des îles des Cocos (Keeling), Ltd., qui participaient à l'examen de la question par le Comité.

16. A la même séance, M. Abdul G. Koroma (Sierra Leone), président de la Mission de visite des Nations Unies aux îles des Cocos (Keeling) en 1984, a présenté, dans sa déclaration au Comité, le rapport de la Mission de visite (A/39/494). Au cours de sa déclaration, le Président de la Mission de visite, en sa qualité de représentant de la Sierra Leone, a présenté le projet de résolution A/C.4/39/L.3, au nom des auteurs, auquel se sont joints l'Egypte, l'Indonésie, le Mali, les Philippines et Singapour.

17. A la même séance, après avoir entendu des déclarations du Représentant permanent de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies, de MM. John Enfield et Parson bin Yapat, la Quatrième Commission a adopté le projet de résolution A/C.4/39/L.3, sans opposition (voir par. 24, projet de résolution I).

**B. Tokélaou et Pitcairn**

18. A sa 18ème séance, le 12 novembre, la Quatrième Commission a adopté, sans opposition, les propositions sur les questions de Tokélaou et de Pitcairn, à savoir :

a) Le projet de consensus relatif à Tokélaou, qui figure au paragraphe 10 du chapitre XIV du rapport du Comité spécial (A/39/23 (Partie VI) et Corr.1) (voir par. 25, projet de consensus I);

b) Le projet de consensus relatif à Pitcairn, qui figure au paragraphe 10 du chapitre XV du rapport du Comité spécial (A/39/23 (Partie VI) et Corr.1) (voir par. 25, projet de consensus II).

**C. Sainte-Hélène**

19. A sa 18ème séance, le 12 novembre, la Quatrième Commission s'est prononcée sur le projet de décision relatif à la question de Sainte-Hélène, qui figure au paragraphe 11 du chapitre XVI du rapport du Comité spécial (A/39/23 (Partie VI) et Corr.1), comme suit 2/ :

a) Sur la demande du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, il a été procédé à un vote séparé sur la sixième phrase du projet de résolution, qui était libellée comme suit : "L'Assemblée note avec préoccupation la présence d'une base militaire sur l'île dépendante de l'Ascension. Elle rappelle à cet égard toutes les résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies concernant des bases et installations militaires dans les territoires coloniaux et non autonomes". La Commission a décidé de maintenir la sixième phrase par 61 voix contre 33, avec 36 abstentions. Il a été procédé à un vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit 3/ :

**Ont voté pour :** Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Egypte, Equateur, Ethiopie, Ghana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Paraguay, Pérou, Pologne, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sri Lanka, Suriname, Tchécoslovaquie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

**Ont voté contre :** Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Bahreïn, Belgique, Belize, Canada, Danemark, Emirats arabes unis, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Grenade, Iles Salomon, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Koweït, Luxembourg, Malawi, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Samoa, Suède, Turquie.

---

2/ Les Etats Membres suivants ont fait des déclarations pour expliquer leur vote : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède (au nom des cinq pays nordiques).

3/ A la suite du vote, les représentants du Qatar, du Koweït, des Emirats arabes unis et de Bahreïn ont déclaré que leur délégation avait eu l'intention de voter pour le maintien de la phrase.

**Se sont abstenus :** Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Barbade, Birmanie, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Espagne, Fidji, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Liban, Lesotho, Libéria, Maldives, Mali, Niger, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République centrafricaine, Saint-Vincent-et-Grenadines, Sénégal, Singapour, Tchad, Thaïlande, Trinité-et-Tobago.

b) L'ensemble du projet de décision a été adopté par 111 voix contre 3, avec 26 abstentions (voir par. 26). Il a été procédé à un vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit 4/ :

**Ont voté pour :** Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Djibouti, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Saint-Vincent-et-Grenadines, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Singapour, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

**Ont voté contre :** Etats-Unis d'Amérique, Grenade, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

---

4/ Les Etats Membres ci-après ont fait des déclarations pour expliquer leur vote : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède (au nom des cinq pays nordiques).

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Belize, Canada, Côte d'Ivoire, Danemark, Fidji, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Sainte-Lucie, Samoa, Suède, Turquie.

D. Samoa américaines, Guam, Bermudes, îles Vierges britanniques, îles Caïmanes, Montserrat, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines et Anguilla

20. A sa 18ème séance, le 12 novembre, la Quatrième Commission a adopté, sans opposition, les propositions concernant ces neuf territoires, à savoir :

a) Le projet de résolution relatif aux Samoa américaines, qui figure au paragraphe 10 du chapitre XVII du rapport du Comité spécial (A/39/23 (Partie VI) et Corr.1) (voir par. 24, projet de résolution II);

b) Le projet de résolution relatif à Guam, qui figure au paragraphe 11 du chapitre XVII du rapport du Comité spécial (A/39/23 (Partie VI) et Corr.1) (voir par. 24, projet de résolution III);

c) Le projet de résolution relatif aux Bermudes, qui figure au paragraphe 11 du chapitre XX du rapport du Comité spécial (A/39/23 (Partie VI) et Corr.1) (voir par. 24, projet de résolution IV);

d) Le projet de résolution relatif aux îles Vierges britanniques, qui figure au paragraphe 10 du chapitre XXI du rapport du Comité spécial (A/39/23 (Partie VI) et Corr.1) (voir par. 24, projet de résolution V);

e) Le projet de résolution relatif aux îles Caïmanes, qui figure au paragraphe 10 du chapitre XXII du rapport du Comité spécial (A/39/23 (Partie VI) et Corr.1) (voir par. 26, projet de résolution VI);

f) Le projet de résolution relatif à Montserrat, qui figure au paragraphe 10 du chapitre XXIII du rapport du Comité spécial (A/39/23 (Partie VI) et Corr.1) (voir par. 24, projet de résolution VII);

g) Le projet de résolution relatif aux îles Turques et Caïques, qui figure au paragraphe 10 du chapitre XXIV du rapport du Comité spécial (A/39/23 (Partie VI) et Corr.1) (voir par. 24, projet de résolution VIII);

h) Le projet de résolution relatif aux îles Vierges américaines, qui figure au paragraphe 10 du chapitre XXV du rapport du Comité spécial (A/39/23 (Partie VI) et Corr.1) (voir par. 24, projet de résolution IX);

i) Le projet de résolution relatif à Anguilla, qui figure au paragraphe 12 du chapitre XXVII du rapport du Comité spécial [A/39/23 (Partie VIII)] (voir par. 24, projet de résolution X).



**E. Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique**

21. A la 18ème séance, le 12 novembre, le Président a suggéré, sur la base de consultations avec le Président du Comité spécial et avec un certain nombre de délégations intéressées, que la Quatrième Commission décide de ne pas se prononcer à la présente session sur le projet de résolution présenté par le Comité spécial (A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XIX, par. 13). La Quatrième Commission a décidé, sans opposition, de suivre la suggestion du Président.

**F. Gibraltar**

22. Le 8 novembre, un projet de consensus relatif à Gibraltar (A/C.4/39/L.7) a été distribué.

23. A la 19ème séance, le 12 novembre, la Quatrième Commission a adopté le projet de consensus, sans opposition (voir par. 25, projet de consensus III).

**III. RECOMMANDATIONS DE LA QUATRIEME COMMISSION**

24. La Quatrième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

**PROJET DE RESOLUTION I**

**Question des îles des Cocos (Keeling)**

**L'Assemblée générale,**

**Ayant examiné la question des îles des Cocos (Keeling),**

**Ayant entendu les déclarations du représentant de l'Australie 5/,**

**Ayant entendu la déclaration du représentant du Conseil des îles des Cocos (Keeling) 5/,**

**Rappelant ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960, où figure la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et 1541 (XV) du 15 décembre 1960,**

**Rappelant en outre sa décision 38/412 du 7 décembre 1983, par laquelle elle a noté en particulier que la Puissance administrante avait discuté avec les représentants de la communauté des îles des Cocos (Keeling) de la question de l'organisation d'une consultation de la population visant à déterminer le futur statut politique de ces îles, ainsi que sa décision 38/420 du 7 décembre 1983 par laquelle elle a autorisé le Secrétaire général à nommer et à envoyer en 1984 une mission de visite des Nations Unies aux îles des Cocos (Keeling) et prié le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, un rapport sur les conclusions de la mission de visite,**

Ayant entendu la déclaration du Président de la Mission de visite des Nations Unies envoyée aux îles des Cocos (Keeling) en avril 1984, en application de la décision 38/420 5/ de l'Assemblée générale et ayant examiné le rapport de la mission de visite 6/,

Notant avec gratitude que la Puissance administrante a participé activement aux travaux du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux concernant les îles des Cocos (Keeling) et a apporté son concours au Comité, notamment en accueillant des missions de visite dans le territoire en 1974 et 1980,

1. Prend note avec satisfaction des observations et recommandations de la mission de visite des Nations Unies chargée d'observer le déroulement de l'acte d'autodétermination dans les îles des Cocos (Keeling) en 1984 7/;

2. Prend acte de ce que la population des îles des Cocos (Keeling) a voté à une très forte majorité en faveur de l'intégration à l'Australie;

3. Fait sien l'avis de la mission de visite selon lequel la population du territoire a, par ce vote, exercé son droit à l'autodétermination conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

4. Considère qu'il conviendrait, vu la décision de la population des îles des Cocos (Keeling), de mettre fin à la communication d'informations sur les îles des Cocos (Keeling) au titre de l'Article 73 e de la Charte;

5. Prend note des mesures prises par le Gouvernement australien pour transférer la propriété des terres à la communauté des îles des Cocos (Keeling) et d'étendre la législation pertinente à cette communauté afin de lui permettre de jouir des mêmes avantages que l'ensemble de la communauté australienne, ainsi que des assurances du Gouvernement australien selon lesquelles l'identité, le patrimoine et les traditions culturels uniques de la communauté des Cocos seront sauvegardés;

6. Exprime ses remerciements au Gouvernement australien, en sa qualité de puissance administrante concernée, ainsi qu'au Conseil des îles des Cocos (Keeling) pour leur coopération avec l'Organisation des Nations Unies;

7. Exprime ses remerciements au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux pour l'oeuvre qu'il a accomplie en ce qui concerne le territoire, en coopération étroite avec la Puissance administrante.

---

6/ A/39/494, annexe.

7/ Ibid., par. 186 à 199.

PROJET DE RESOLUTION II

Question des Samoa américaines

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question des Samoa américaines,

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 8/,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant les Samoa américaines,

Prenant en considération la déclaration du représentant de la Puissance administrante concernant les Samoa américaines 9/,

Consciente de la nécessité d'accélérer les progrès à accomplir sur la voie de l'application intégrale de la Déclaration en ce qui concerne les Samoa américaines,

Notant avec satisfaction que la Puissance administrante continue de participer aux travaux du Comité spécial relatifs aux Samoa américaines, ce qui permet à ce dernier de procéder à un examen mieux documenté et plus utile de la situation dans le territoire,

Réaffirmant qu'il incombe toujours à la Puissance administrante de mener à bien un programme complet d'éducation politique, afin que la population des Samoa américaines soit pleinement consciente de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale,

Notant que le premier plan quinquennal de développement économique du territoire, exécuté par l'Office de la planification du développement du Gouvernement des Samoa américaines, doit s'achever à la fin de l'année 1984,

Consciente de la situation géographique et des conditions économiques particulières des Samoa américaines et soulignant la nécessité prioritaire de diversifier l'économie du territoire afin de la rendre moins tributaire d'activités économiques fluctuantes,

Consciente du fait que les missions de visite des Nations Unies fournissent un moyen efficace d'évaluer la situation dans les petits territoires et constatant avec satisfaction que la Puissance administrante est disposée à recevoir des missions de visite dans les territoires placés sous son administration,

---

8/ A/39/23 (Partie II), chap. IV; et A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XVII.

9/ A/C.4/39/SR.17.

1. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif aux Samoa américaines 10/;
2. Réaffirme le droit inaliénable de la population des Samoa américaines à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;
3. Réaffirme que des facteurs tels que la superficie du territoire, la situation géographique, l'importance de la population et le caractère limité des ressources naturelles ne devraient en aucun cas empêcher la population du territoire d'exercer rapidement son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, dont les dispositions sont pleinement applicables aux Samoa américaines;
4. Demande au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en tant que Puissance administrante, de prendre toutes les mesures nécessaires, en tenant compte des vœux librement exprimés par la population des Samoa américaines, pour accélérer le processus de décolonisation du territoire conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et à la Déclaration;
5. Réaffirme qu'il incombe à la Puissance administrante de mener à bien un programme complet d'éducation politique, afin que la population des Samoa américaines prenne pleinement conscience de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance;
6. Prend acte de la tenue d'une assemblée constituante dans les Samoa américaines et de l'adoption, le 16 février 1984, d'un projet révisé de constitution pour le territoire, projet dont est maintenant saisi le Congrès des Etats-Unis;
7. Réaffirme la responsabilité incombant à la Puissance administrante, aux termes de la Charte, en ce qui concerne le développement économique et social du territoire;
8. Invite la Puissance administrante à intensifier ses efforts pour renforcer et diversifier l'économie des Samoa américaines, de façon à la rendre moins tributaire de l'appui économique et financier des Etats-Unis et de créer des possibilités d'emploi pour la population du territoire;
9. Prie instamment la Puissance administrante, en coopération avec le gouvernement du territoire, de renforcer et d'élargir les responsabilités de l'Office de la planification du développement lorsque le plan quinquennal de développement viendra à expiration à la fin de l'année 1984;

10. Prie instamment la Puissance administrante de continuer à promouvoir le maintien de relations étroites et la coopération entre la population du territoire et les communautés insulaires voisines, ainsi qu'entre le gouvernement territorial et les organismes régionaux, de façon à accroître la prospérité économique de la population des Samoa américaines;

11. Prie instamment la Puissance administrante, en coopération avec le gouvernement du territoire, de sauvegarder le droit inaliénable que la population du territoire a de jouir de ses ressources naturelles, en prenant des mesures efficaces pour lui assurer l'exercice de son droit à disposer en pleine propriété de ces ressources et à acquérir et conserver la maîtrise de leur mise en valeur future;

12. Estime que la possibilité d'envoyer, le moment venu, une autre mission de visite dans les Samoa américaines devrait rester à l'étude;

13. Prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session, notamment d'envisager l'envoi éventuel d'une autre mission de visite aux Samoa américaines en temps opportun et en consultation avec la Puissance administrante, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session.

#### PROJET DE RESOLUTION III

##### Question de Guam

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question de Guam,

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 11/,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant Guam, y compris en particulier sa résolution 38/42 du 7 décembre 1983,

Ayant entendu la déclaration faite par le représentant de la Puissance administrante au sujet de Guam 12/,

---

11/ A/39/23 (Partie II), chap. IV; A/39/23 (Partie III) et Corr.1, chap. VI; et A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XVIII.

12/ A/C.4/39/SR.17.

Notant avec satisfaction que la Puissance administrante continue de participer activement aux travaux du Comité spécial relatifs à Guam, ce qui permet à ce dernier de procéder à un examen mieux documenté et plus utile de la situation dans le territoire, en vue d'accélérer le processus de décolonisation aux fins de l'application intégrale et rapide de la Déclaration,

Notant qu'un référendum sur le statut politique, qui a pris fin le 4 septembre 1982, a été organisé dans le territoire,

Rappelant toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies relatives aux installations et bases militaires implantées dans les territoires coloniaux et non autonomes, et consciente de la présence de bases et d'installations militaires de la Puissance administrante à Guam,

Consciente de la situation géographique et des conditions économiques particulières de Guam et de la nécessité de diversifier l'économie du territoire et constatant que la pêche commerciale, l'agriculture et le développement de l'industrie des transports offrent de vastes possibilités de diversification,

Consciente du fait que les missions de visite des Nations Unies fournissent un moyen efficace d'évaluer la situation dans les petits territoires et constatant avec satisfaction que la Puissance administrante est disposée à recevoir des missions de visite dans les territoires placés sous son administration,

1. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à Guam 13/;

2. Réaffirme le droit inaliénable de la population de Guam à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

3. Réaffirme sa conviction que les facteurs tels que la superficie du territoire, la situation géographique, l'importance de la population et le caractère limité des ressources naturelles ne devraient en aucun cas empêcher la population du territoire d'exercer rapidement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, dont les dispositions sont pleinement applicables à Guam;

4. Note qu'un référendum a été organisé dans le territoire au sujet du statut politique de celui-ci. A ce référendum, dont la phase finale a eu lieu le 4 septembre 1982, 75 p. 100 des participants ont voté en faveur d'un commonwealth en association avec les Etats-Unis d'Amérique. Elle prend également note de la déclaration de la Puissance administrante qui a indiqué que le Congrès des Etats-Unis avait demandé à la Commission du statut de Guam ("Guanamian Status Commission") d'élaborer un texte législatif faisant de Guam un commonwealth des Etats-Unis et de le soumettre au Congrès pour adoption;

5. Demande à la Puissance administrante, en collaboration avec le gouvernement du territoire, d'accélérer le processus de décolonisation, conformément aux vœux exprimés par la population du territoire;

6. Réaffirme sa ferme conviction que la présence de bases et installations militaires pourrait constituer un obstacle majeur à l'application de la Déclaration et qu'il incombe à la Puissance administrante de veiller à ce que l'existence de ces bases et installations n'empêche pas la population du territoire d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies;

7. Prie instamment la Puissance administrante de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas impliquer le territoire dans des actes d'hostilité ou d'ingérence dirigés contre d'autres Etats et de respecter rigoureusement les buts et principes de la Charte, la Déclaration ainsi que les résolutions et décisions de l'Assemblée générale sur les activités et arrangements militaires des puissances coloniales dans les territoires placés sous leur administration;

8. Réaffirme qu'en vertu de la Charte il incombe à la Puissance administrante d'assurer le développement économique et social de Guam et engage celle-ci à prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer et diversifier l'économie du territoire, en vue de réduire la dépendance économique du territoire à l'égard de la Puissance administrante;

9. Réaffirme l'opinion selon laquelle l'un des obstacles au développement économique, et en particulier agricole, vient de ce que les autorités fédérales détiennent de vastes superficies de terres, et invite la Puissance administrante à poursuivre, en collaboration avec les autorités locales, le transfert de ces terres à la population du territoire;

10. Réitère son appel à la Puissance administrante pour qu'elle s'efforce, en collaboration avec le gouvernement du territoire, d'éliminer les contraintes qui limitent le développement économique du territoire, particulièrement en ce qui concerne la pêche commerciale, l'agriculture et l'industrie des transports;

11. Prie instamment la Puissance administrante, en collaboration avec le gouvernement du territoire, de continuer à prendre des mesures efficaces pour protéger et garantir le droit de la population de Guam à ses ressources naturelles et son droit d'assumer et de conserver la maîtrise de leur mise en valeur future et demande à la Puissance administrante de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les droits de propriété de la population du territoire;

12. Prend acte des mesures prises par la Puissance administrante pour développer et promouvoir la langue et la culture des Chamorros, qui représentent la population autochtone du territoire, et réaffirme l'importance de nouveaux efforts dans ce domaine;

13. Estime que la possibilité d'envoyer, le moment venu, une autre mission de visite à Guam devrait rester à l'étude;

14. Prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session, notamment d'envisager l'envoi éventuel d'une autre mission de visite à Guam en temps opportun en consultation avec la Puissance administrante, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session.

PROJET DE RESOLUTION IV

Question des Bermudes

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question des Bermudes,

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 14/,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant les Bermudes, et en particulier sa résolution 38/43 du 4 décembre 1983,

Tenant compte de la déclaration du représentant de la Puissance administrante concernant le territoire 15/, dans laquelle il a déclaré que son gouvernement respecterait pleinement les vœux exprimés par la population bermudienne lorsqu'elle se prononcerait sur le statut constitutionnel futur du territoire,

Consciente de la nécessité d'assurer l'application intégrale et rapide de la Déclaration en ce qui concerne le territoire,

Notant avec satisfaction que la Puissance administrante continue de participer aux travaux du Comité spécial relatifs aux Bermudes, ce qui aide ce dernier à procéder à un examen documenté de la situation dans le territoire, en vue d'accélérer le processus de décolonisation aux fins de l'application intégrale de la Déclaration,

Rappelant toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies relatives aux installations et bases militaires implantées dans les territoires coloniaux et non autonomes, et consciente de la présence de bases et installations militaires de la Puissance administrante et d'autres Etats aux Bermudes,

---

14/ A/39/23 (Partie II), chap. IV; A/39/23 (Partie III) et Corr.1, chap. V et VI; et A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XX.

15/ A/C.4/39/SR.16.



Notant que l'économie du territoire reste fondée sur les recettes provenant du tourisme et de l'enregistrement des sociétés étrangères, ce qui la rend fortement tributaire de ces activités,

Notant également que le territoire est resté quelque peu à l'écart de ses voisins des Caraïbes,

Consciente de la situation géographique et des conditions économiques particulières du territoire et tenant compte de la nécessité prioritaire d'en diversifier et d'en renforcer davantage l'économie afin d'accroître la stabilité économique,

Consciente du fait que les missions de visite des Nations Unies sont un moyen efficace d'évaluer la situation dans les petits territoires, d'obtenir des renseignements de première main sur la situation dans ces territoires et de s'informer directement des vues de la population sur son statut politique futur,

1. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatifs aux Bermudes 16/;

2. Réaffirme le droit inaliénable de la population bermudienne à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

3. Réaffirme que des facteurs tels que la superficie du territoire, la situation géographique, l'importance de la population et le caractère limité des ressources naturelles ne devraient en aucun cas retarder l'exercice rapide par la population du territoire de ce droit inaliénable, tel qu'il est énoncé dans la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, dont les dispositions sont pleinement applicables aux Bermudes;

4. Prie instamment le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Puissance administrante, compte tenu de la volonté et du désir librement exprimés par la population bermudienne, de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'application intégrale et rapide de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

5. Réaffirme que la Puissance administrante est tenue de créer dans le territoire les conditions propres à permettre à la population bermudienne d'exercer librement et sans ingérence son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et, à cet égard, réaffirme qu'il importe de faire prendre conscience à la population bermudienne des options qui lui sont offertes dans l'exercice de ce droit;

6. Réaffirme que, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, c'est à la population bermudienne qu'il appartient en dernier ressort de décider de son statut politique futur;

7. Réaffirme sa ferme conviction que la présence de bases et installations militaires risque de constituer un obstacle majeur à l'application de la Déclaration et qu'il incombe à la Puissance administrante de veiller à ce que l'existence de ces bases et installations n'empêche pas la population du territoire d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies;

8. Prie instamment la Puissance administrante de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas impliquer le territoire dans des actes d'hostilité ou d'ingérence dirigés contre d'autres Etats et de respecter rigoureusement les buts et principes de la Charte, la Déclaration ainsi que les résolutions et décisions de l'Assemblée générale sur les activités et arrangements militaires des puissances coloniales dans les territoires placés sous leur administration;

9. Se félicite des récents échanges et voyages entrepris dans la région par le gouvernement du territoire et recommande de poursuivre et d'intensifier les contacts régionaux;

10. Demande à nouveau instamment à la Puissance administrante, en collaboration avec le gouvernement du territoire, de continuer à prendre toutes mesures efficaces pour garantir le droit à la population bermudienne de disposer en pleine propriété de ses ressources naturelles ainsi que d'assumer et de conserver la maîtrise de leur mise en valeur future;

11. Engage vivement la Puissance administrante, en consultation avec le Gouvernement des Bermudes, à faire tout ce qui est en son pouvoir pour diversifier l'économie du territoire, notamment en multipliant ses efforts pour promouvoir l'agriculture, les pêcheries et le secteur manufacturier dans l'intérêt de la population;

12. Se félicite du rôle que joue actuellement dans le territoire le Programme des Nations Unies pour le développement, surtout en ce qui concerne l'agriculture, l'exploitation forestière et les pêcheries, et prie instamment les institutions spécialisées et tous les autres organismes des Nations Unies de continuer à accorder une attention particulière aux besoins des Bermudes en matière de développement;

13. Prie à nouveau la Puissance administrante, en collaboration avec les autorités locales, de continuer à accélérer le processus de "bermudisation" et demande instamment, à cet égard, que l'on s'efforce particulièrement d'accroître le nombre de Bermudiens aux postes de gestion, de direction et d'encadrement dans les secteurs public et privé;

14. Demande au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de bien vouloir accueillir une mission de visite dans le territoire, en temps opportun;

15. Prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session, notamment d'envisager l'envoi éventuel d'une mission de visite aux Bermudes, en temps opportun et en consultation avec la Puissance administrante, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session.

#### PROJET DE RESOLUTION V

##### Question des îles Vierges britanniques

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question des îles Vierges britanniques,

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 17/,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant les îles Vierges britanniques, notamment sa résolution 38/44 du 7 décembre 1983,

Tenant compte de la déclaration du représentant de la Puissance administrante concernant le territoire 18/, dans laquelle il a déclaré que son gouvernement respecterait pleinement les vœux exprimés par la population des îles Vierges britanniques lorsqu'elle se prononcerait sur le statut politique futur du territoire,

Consciente de la nécessité d'assurer l'application intégrale et rapide de la Déclaration en ce qui concerne le territoire,

Notant avec satisfaction que la Puissance administrante continue de participer activement aux travaux du Comité spécial relatifs aux îles Vierges britanniques, ce qui permet à ce dernier de procéder à un examen mieux documenté et plus utile de la situation dans le territoire, en vue d'accélérer le processus de décolonisation aux fins de l'application intégrale de la Déclaration,

Réaffirmant que la Puissance administrante est responsable du développement économique et social du territoire,

Prenant note de la croissance économique soutenue, quoique ralentie par la récession mondiale, du territoire, en particulier dans les secteurs de l'immobilier, du bâtiment, du tourisme et des banques,

---

17/ A/39/23 (Partie II), chap. IV et A/39/23 (Partie VI), chap. XXI.

18/ A/C.4/39/SR.16.

Consciente de la situation géographique et des conditions économiques particulières du territoire et tenant compte de la nécessité prioritaire d'en diversifier et d'en renforcer davantage l'économie afin d'accroître la stabilité économique,

Rappelant la recommandation de la mission de visite des Nations Unies envoyée aux îles Vierges britanniques en 1976 19/ tendant à ce que la Puissance administrante facilite la participation du territoire, en qualité de membre associé, aux travaux des divers organismes des Nations Unies, dans le cadre de la stratégie d'ensemble visant à accélérer le processus de décolonisation,

Consciente du fait que les missions de visite des Nations Unies fournissent un moyen efficace d'évaluer la situation dans les petits territoires et constatant avec satisfaction que la Puissance administrante est disposée à recevoir des missions de visite dans les territoires placés sous son administration,

1. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif aux îles Vierges britanniques 20/;

2. Réaffirme le droit inaliénable de la population des îles Vierges britanniques à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

3. Réaffirme que des facteurs tels que la superficie du territoire, la situation géographique, l'importance de la population et le caractère limité des ressources naturelles ne devraient en aucun cas retarder la réalisation rapide du droit inaliénable du peuple du territoire à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, dont les dispositions sont pleinement applicables aux îles Vierges britanniques;

4. Réaffirme qu'il incombe au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Puissance administrante, de créer dans le territoire les conditions propres à permettre à la population des îles Vierges britanniques d'exercer librement et sans ingérence son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et à toutes les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée;

5. Réaffirme que c'est à la population des îles Vierges britanniques qu'il appartient en dernier ressort de déterminer son statut politique futur, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration, prend acte des élections générales tenues dans le territoire le

---

19/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément No 23 (A/31/23/Rev.1), vol. IV, chap. XXVIII, annexe, par. 162.

20/ A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XXI.

11 novembre 1983 et réaffirme qu'il importe de faire prendre conscience à la population du territoire des options qui lui sont offertes dans l'exercice de son droit à l'autodétermination;

6. Note que le gouvernement du territoire reste déterminé à diversifier l'économie, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et des petites industries, et demande à nouveau à la Puissance administrante d'intensifier ses efforts à cet égard en consultation avec les autorités locales;

7. Prie instamment la Puissance administrante, en collaboration avec le Gouvernement des îles Vierges britanniques, de protéger le droit inaliénable de la population du territoire à bénéficier de ses ressources naturelles en prenant des mesures efficaces pour garantir son droit de disposer en pleine propriété de ces ressources ainsi que d'assumer et de conserver la maîtrise de leur mise en valeur future;

8. Prie instamment les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organismes régionaux comme la Banque de développement des Caraïbes, de prendre ou de renforcer des mesures en vue d'accélérer le progrès social et économique dans les îles Vierges britanniques et, à cet égard, note avec satisfaction la contribution que le Programme des Nations Unies pour le développement continue à apporter au développement du territoire;

9. Prend note avec satisfaction de l'admission des îles Vierges britanniques en tant que membre associé de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et de son organe subsidiaire, le Comité de développement et de coopération des Caraïbes, ainsi qu'à diverses autres organisations internationales et régionales et demande à la Puissance administrante de continuer à faciliter la participation des îles Vierges britanniques aux travaux de ces organismes;

10. Estime que la possibilité d'envoyer, le moment venu, une autre mission de visite aux îles Vierges britanniques devrait rester à l'étude;

11. Prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session, notamment d'envisager l'envoi éventuel d'une mission de visite aux îles Vierges britanniques, en temps opportun et en consultation avec la Puissance administrante, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session.

#### PROJET DE RESOLUTION VI

#### Question des îles Caïmanes

L'Assemblée générale,

Avant examiné la question des îles Caïmanes,

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 21/,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant le territoire, notamment sa résolution 38/45 du 7 décembre 1983,

Notant la déclaration du représentant de la Puissance administrante au sujet du territoire 22/, dans laquelle il a dit que son gouvernement respecterait pleinement les vœux exprimés par la population des îles Caïmanes lorsqu'elle se prononcerait sur le statut politique futur du territoire,

Consciente de la nécessité d'assurer l'application intégrale et rapide de la Déclaration en ce qui concerne le territoire,

Notant que, bien qu'ils aient continué de connaître une certaine croissance au cours de la période considérée, les principaux secteurs de l'économie des îles Caïmanes, à savoir le tourisme, les opérations financières internationales et l'immobilier, semblent avoir été touchés par la récession mondiale,

Consciente de la situation géographique et des conditions économiques particulières du territoire et tenant compte de la nécessité prioritaire d'en diversifier et d'en renforcer davantage l'économie afin d'accroître la stabilité économique,

Consciente du fait que les missions de visite des Nations Unies fournissent un moyen efficace d'évaluer la situation dans les petits territoires et constatant avec satisfaction que la Puissance administrante est disposée à recevoir des missions de visite dans les territoires placés sous son administration,

1. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif aux îles Caïmanes 23/;

2. Réaffirme le droit inaliénable de la population des îles Caïmanes à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

---

21/ A/39/23 (Partie II), chap. IV; A/39/23 (Partie III) et Corr.1, chap. V; et A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XXII.

22/ A/C.4/39/SR.16.

23/ A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XXII.

3. Réaffirme que des facteurs tels que la superficie du territoire, la situation géographique, l'importance de la population et le caractère limité des ressources naturelles ne devraient en aucun cas retarder la réalisation rapide du droit inaliénable du peuple du territoire à l'autodétermination, conformément à la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, dont les dispositions sont pleinement applicables aux îles Caïmanes;

4. Note avec satisfaction que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Puissance administrante intéressée, participe activement aux travaux du Comité spécial relatifs aux îles Caïmanes, ce qui permet à ce dernier de procéder à un examen mieux documenté et plus utile de la situation dans le territoire, en vue d'accélérer le processus de décolonisation aux fins de l'application intégrale de la Déclaration;

5. Réaffirme qu'il incombe à la Puissance administrante de créer dans les îles Caïmanes les conditions propres à permettre à la population du territoire d'exercer librement et sans ingérence son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et à toutes les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée;

6. Réaffirme que c'est à la population des îles Caïmanes qu'il appartient en dernier ressort de déterminer son statut politique futur, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration, et réaffirme qu'il importe de faire prendre conscience à la population du territoire des options qui lui sont offertes dans l'exercice de son droit à l'autodétermination;

7. Réaffirme la responsabilité qui incombe à la Puissance administrante en ce qui concerne le développement économique et social du territoire et l'invite instamment, en collaboration avec le gouvernement du territoire, à contribuer de façon suivie et dans toute la mesure possible à l'élaboration de programmes visant à diversifier l'économie au profit de la population du territoire;

8. Prie instamment la Puissance administrante, en collaboration avec le gouvernement du territoire, de protéger le droit inaliénable de la population du territoire à jouir de ses ressources naturelles, en prenant des mesures efficaces pour garantir son droit de disposer en pleine propriété de ces ressources ainsi que d'assumer et de conserver la maîtrise de leur mise en valeur future et, à cet égard, de poursuivre ses efforts pour convaincre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique d'assouplir son embargo sur les importations de produits à base de tortue en provenance des îles Caïmanes;

9. Invite les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organismes régionaux comme la Banque de développement des Caraïbes, à continuer à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'accélérer le progrès social et économique dans les îles Caïmanes, et, à cet égard, note avec satisfaction la contribution que le Programme des Nations Unies pour le développement continue à apporter au développement du territoire;

10. Estime que la possibilité d'envoyer, le moment venu, une autre mission de visite aux îles Caïmanes devrait rester à l'étude;

11. Prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session, notamment d'envisager l'envoi éventuel d'une mission de visite aux îles Caïmanes, en temps opportun et en consultation avec la Puissance administrante, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session.

PROJET DE RESOLUTION VII

Question de Montserrat

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question de Montserrat,

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 24/,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et toutes les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies relatives à Montserrat, notamment sa résolution 38/46 du 7 décembre 1983,

Notant la déclaration du représentant de la Puissance administrante au sujet du territoire 25/, dans laquelle il a dit que son gouvernement respecterait les vœux exprimés par la population de Montserrat lorsqu'elle se prononcerait sur le statut politique futur du territoire,

Notant la déclaration du Gouvernement de Montserrat selon laquelle l'indépendance était inéluctable et souhaitable et le gouvernement s'efforcerait d'atteindre cet objectif 26/;

Réaffirmant les responsabilités qui incombent à la Puissance administrante en ce qui concerne le développement économique et social du territoire,

Notant avec préoccupation qu'au cours de la période considérée, Montserrat a également été touché par la récession économique mondiale, notamment dans des secteurs qui revêtent pour lui une importance cruciale, tels que le tourisme, le bâtiment, l'agriculture et les industries manufacturières,

---

24/ A/39/23 (Partie II), chap. IV et A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XXIII.

25/ A/C.4/39/SR.16.

26/ Voir A/AC.109/769, par. 9.



Se félicitant de la création, dans le territoire, du Centre de formation des fonctionnaires et notant que l'étude des besoins de la fonction publique en matière d'organisation et de formation devrait être achevée en 1984,

Se félicitant de la contribution apportée au développement du territoire par le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies opérant à Montserrat et notant en particulier l'accroissement de l'assistance que le Programme des Nations Unies pour le développement prévoit de fournir à Montserrat pendant la période 1982-1986,

Consciente des problèmes particuliers auxquels le territoire se trouve confronté du fait de son isolement, de sa faible superficie, de ses ressources limitées et de son manque d'infrastructure,

Rappelant l'envoi, en 1975 et 1982, de missions de visite dans le territoire,

Consciente du fait que les missions de visite constituent un moyen efficace d'évaluer la situation des petits territoires,

1. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à Montserrat 27/;

2. Réaffirme le droit inaliénable de la population de Montserrat à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

3. Réaffirme que des facteurs tels que la superficie, la situation géographique, l'importance de la population et le caractère limité des ressources naturelles ne devraient en aucun cas retarder l'exercice rapide, par la population du territoire, de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale dont les dispositions s'appliquent intégralement à Montserrat;

4. Note avec satisfaction que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Puissance administrante intéressée, continue de participer aux travaux du Comité spécial, ce qui permet à celui-ci de procéder à un examen mieux documenté et plus utile de la situation dans le territoire, en vue d'accélérer le processus de décolonisation aux fins de l'application intégrale de la Déclaration;

5. Réaffirme qu'il incombe à la Puissance administrante de créer à Montserrat des conditions qui permettront à la population du territoire, pleinement informée des options qui lui sont offertes, d'exercer librement et sans ingérence son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et à toutes les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée;

6. Réaffirme que c'est à la population de Montserrat qu'il appartient en dernier ressort de décider de son statut politique futur, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration et réitère l'appel qu'elle a adressé à la Puissance administrante pour que, agissant en coopération avec le gouvernement du territoire, elle lance des programmes d'éducation politique afin que la population de Montserrat soit pleinement informée des options qui lui sont offertes dans l'exercice de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance;

7. Engage la Puissance administrante, en coopération avec le gouvernement du territoire, à continuer à renforcer l'économie et à accroître son assistance aux programmes de diversification en vue de promouvoir la viabilité économique et financière du territoire;

8. Prie instamment la Puissance administrante, agissant en coopération avec le gouvernement du territoire, de prendre les mesures requises pour rétablir dans le territoire une croissance économique soutenue et équilibrée et d'accroître son assistance au développement de tous les secteurs de l'économie, ce dont profitera la population du territoire et espère en outre que Montserrat pourra continuer de recevoir des subventions non budgétaires;

9. Prie en outre instamment la Puissance administrante de prendre des mesures efficaces, en coopération avec le gouvernement du territoire, pour sauvegarder, garantir et assurer le droit de la population de Montserrat de posséder et d'utiliser à son gré ses ressources naturelles, ainsi que d'établir et de maintenir le contrôle de leur mise en valeur future;

10. Prie également instamment la Puissance administrante, agissant en coopération avec le gouvernement du territoire, de continuer à fournir l'aide voulue pour assurer le remplacement progressif du personnel étranger par des fonctionnaires autochtones à tous les échelons, en particulier aux échelons supérieurs;

11. Note que le territoire continue à participer aux travaux du Groupe de coopération pour le développement économique des Caraïbes, ainsi qu'à ceux d'organisations régionales telles que la Communauté des Caraïbes et la Banque de développement des Caraïbes, et lance un appel aux organismes des Nations Unies ainsi qu'aux gouvernements donateurs et aux organisations régionales pour qu'ils intensifient leurs efforts en vue d'accélérer le progrès économique et social du territoire;

12. Estime qu'il faut garder à l'étude la possibilité d'envoyer en temps opportun une autre mission de visite à Montserrat;

13. Prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session, notamment d'envisager l'envoi éventuel d'une autre mission de visite à Montserrat, en temps opportun et en consultation avec la Puissance administrante, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session.

PROJET DE RESOLUTION VIII

Question des île Turques et Caïques

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question des îles Turques et Caïques,

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 28/,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant les îles Turques et Caïques, dont plus particulièrement sa résolution 38/47 du 7 décembre 1983,

Tenant compte de la déclaration du représentant de la Puissance administrante concernant le territoire 29/, dans laquelle il a déclaré que son gouvernement respecterait pleinement les vœux exprimés par la population des îles Turques et Caïques lorsqu'elle se prononcerait sur le statut constitutionnel futur du territoire, et ayant à l'esprit qu'il importe de faire prendre conscience à la population du territoire des options qui lui sont offertes,

Consciente de la nécessité d'assurer l'application intégrale et rapide de la Déclaration en ce qui concerne le territoire,

Notant avec satisfaction que la Puissance administrante participe activement aux travaux du Comité spécial, ce qui permet à ce dernier de procéder à un examen mieux documenté et plus utile de la situation dans le territoire,

Consciente de la situation géographique et des conditions économiques particulières du territoire et tenant compte de la nécessité prioritaire d'en diversifier et d'en renforcer davantage l'économie afin d'accroître la stabilité économique, et d'élargir la base économique du territoire,

Rappelant sa ferme conviction que la présence de bases et d'installations militaires ne doit pas empêcher les populations des territoires non autonomes d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux buts et principes de la Charte et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,

Prenant note de la déclaration de la Puissance administrante selon laquelle une exploitation agricole expérimentale a été créée dans la Caïque du Nord pour étudier les techniques agricoles,

---

28/ A/39/23 (Partie II), chap. IV; A/39/23 (Partie III) et Corr.1, chap. V et VI; et A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XXIV.

29/ A/C.4/39/SR.16.

Consciente du fait que les missions de visite des Nations Unies fournissent un moyen efficace d'évaluer la situation dans les petits territoires et constatant avec satisfaction que la Puissance administrante est disposée à recevoir des missions de visite dans les territoires placés sous son administration,

1. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif aux îles Turques et Caïques 30/;

2. Réaffirme le droit inaliénable de la population des îles Turques et Caïques à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

3. Réaffirme que des facteurs tels que la superficie du territoire, la situation géographique, l'importance de la population et le caractère limité des ressources naturelles ne devraient en aucun cas retarder l'exercice rapide par le peuple du territoire de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance tel qu'il est énoncé dans la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, dont les dispositions sont pleinement applicables aux îles Turques et Caïques;

4. Réaffirme que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Puissance administrante intéressée, est tenu de créer dans le territoire les conditions propres à permettre à la population des îles Turques et Caïques d'exercer librement et sans ingérence son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et à toutes les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée;

5. Réaffirme qu'il incombe à la Puissance administrante, en vertu de la Charte des Nations Unies, d'assurer le développement économique et social des territoires sous sa dépendance et prie instamment la Puissance administrante, en consultation avec le gouvernement du territoire, de prendre les mesures nécessaires pour promouvoir le développement économique et social des îles Turques et Caïques et, en particulier, d'intensifier et d'élargir son programme d'aide en vue d'accélérer le développement de l'infrastructure économique et sociale du territoire;

6. Souligne qu'il faudrait accorder une attention accrue à la diversification de l'économie, notamment au développement de l'agriculture et de la pêche, au profit de la population du territoire;

7. Rappelle qu'il incombe à la Puissance administrante, conformément aux vœux de la population des îles Turques et Caïques, de protéger, garantir et assurer le droit inaliénable de cette population à jouir de ses ressources naturelles, en prenant des mesures efficaces pour garantir son droit de disposer en pleine propriété de ces ressources ainsi que d'assumer et de conserver la maîtrise de leur mise en valeur future;

8. Prend acte de la déclaration de la Puissance administrante selon laquelle l'installation militaire située dans les îles Turques et Caïques a été fermée et le gouvernement du territoire peut désormais disposer à son gré des terres laissées ainsi vacantes;

9. Prie instamment les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organismes régionaux comme la Banque de développement des Caraïbes, de continuer de porter un intérêt particulier aux besoins des îles Turques et Caïques en matière de développement et se félicite de l'appui soutenu du Programme des Nations Unies pour le développement;

10. Prie la Puissance administrante, en consultation avec le gouvernement du territoire, de continuer à prêter l'assistance nécessaire pour donner à un personnel local qualifié les compétences indispensables pour assurer le développement des secteurs économique et social du territoire;

11. Estime que la possibilité d'envoyer, le moment venu, une autre mission de visite aux îles Turques et Caïques devrait rester à l'étude;

12. Prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session, notamment d'envisager l'envoi éventuel d'une autre mission de visite aux îles Turques et Caïques, en temps opportun et en consultation avec la Puissance administrante, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session.

#### PROJET DE RESOLUTION IX

##### Question des îles Vierges américaines

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question des îles Vierges américaines,

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 31/,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant les îles Vierges américaines, dont plus particulièrement sa résolution 38/48 du 7 décembre 1983,

---

31/ A/39/23 (Partie II), chap. IV; A/39/23 (Partie III) et Corr.1, chap. VI et A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XXV.

Notant avec satisfaction que les Etats-Unis d'Amérique, Puissance administrante, continuent de participer aux travaux du Comité spécial relatifs aux îles Vierges américaines, ce qui permet à ce dernier de procéder à un examen mieux documenté et plus utile de la situation dans le territoire et constatant avec satisfaction que la Puissance administrante est disposée à recevoir des missions de visite dans les territoires placés sous son administration,

Se félicitant de la participation d'un représentant du gouvernement du territoire aux travaux du Comité spécial,

Ayant entendu la déclaration du représentant de la Puissance administrante au sujet des îles Vierges américaines 32/,

Notant que le gouvernement du territoire a entrepris d'intensifier ses efforts pour développer et diversifier l'économie et notant en outre que les secteurs des industries manufacturières, de la construction et du tourisme se développent, que le revenu par habitant augmente et que le taux de chômage est relativement faible dans le territoire,

Notant que le gouvernement du territoire favorise le développement de l'agriculture, qu'il vient d'acheter à cette fin 804 hectares à Sainte-Croix pour développer l'agriculture, favoriser l'accession à la propriété privée et construire une école professionnelle,

Exprimant à nouveau l'avis que la participation des territoires aux organismes du système des Nations Unies en qualité de membres associés fait partie de la stratégie générale d'accélération du processus de décolonisation,

Consciente du fait qu'en 1967, la Puissance administrante a transféré au gouvernement du territoire la possession de son ancienne base navale de Saint-Thomas, en se réservant le droit de la réoccuper, et qu'elle conserve un émetteur radiogoniométrique radar et sonar et une station de poursuite sous-marine au large de la côte ouest de Sainte-Croix,

1. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif aux îles Vierges américaines 33/;

2. Réaffirme le droit inaliénable de la population des îles Vierges américaines à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

---

32/ A/C.4/39/SR.17.

33/ A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XXV.

3. Réitère que des facteurs tels que la superficie du territoire, la situation géographique, l'importance de la population et le caractère limité des ressources naturelles ne devraient en aucun cas retarder le prompt exercice par la population du territoire de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, dont les dispositions sont pleinement applicables aux îles Vierges américaines;
4. Réaffirme qu'il est du devoir de la Puissance administrante de créer aux îles Vierges américaines les conditions permettant à la population du territoire d'exercer librement et sans ingérence son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;
5. Demande à la Puissance administrante, compte tenu du souhait exprimé par la population des îles Vierges américaines, de prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer le processus de décolonisation, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration, ainsi que des autres résolutions de l'Assemblée générale sur la question;
6. Note que le Sénat des îles Vierges américaines a créé un comité restreint chargé de déterminer la manière dont la population du territoire envisageait son statut futur et de présenter des recommandations à cet égard à la Législature et note en outre que des auditions ont commencé sur toute l'étendue du territoire;
7. Réaffirme qu'en vertu de la Charte, il incombe à la Puissance administrante d'assurer le développement économique et social du territoire;
8. Prie instamment la Puissance administrante, en collaboration avec le gouvernement du territoire, de renforcer l'économie de celui-ci en prenant des mesures supplémentaires de diversification dans tous les domaines et en mettant en place une infrastructure appropriée de manière à le rendre moins tributaire de la Puissance administrante sur le plan économique;
9. Note avec satisfaction l'admission récente, en tant que membre associé, des îles Vierges américaines à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et à son organe subsidiaire, le Comité de développement et de coopération des Caraïbes et invite la Puissance administrante à faciliter l'entrée du territoire dans d'autres organisations du système des Nations Unies;
10. Prie instamment la Puissance administrante, en collaboration avec le Gouvernement des îles Vierges américaines, de protéger le droit inaliénable de la population du territoire à jouir de ses ressources naturelles, en prenant des mesures efficaces pour garantir à cette population son droit de disposer en pleine propriété de ces ressources ainsi que d'assumer et de conserver la maîtrise de leur mise en valeur future;
11. Prie instamment la Puissance administrante, en collaboration avec le gouvernement du territoire, de continuer à améliorer la situation sociale et de prêter une attention particulière à la solution des problèmes posés en matière de logements sociaux, de soins de santé, d'enseignement et de délinquance, et à cet égard, note que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour relancer les programmes de soins de santé, améliorer la prévention du crime, décourager la délinquance juvénile et élargir et moderniser les installations scolaires;

12. Prie instamment la Puissance administrante de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer pleinement aux buts et principes de la Charte, à la Déclaration et aux résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale relatives aux activités militaires et aux dispositions de caractère militaire prises par les puissances coloniales dans les territoires sous leur administration;

13. Estime que la possibilité d'envoyer, le moment venu, une autre mission de visite aux îles Vierges américaines devrait rester à l'étude;

14. Prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session, notamment d'envisager l'envoi éventuel d'une autre mission de visite aux îles Vierges américaines, en temps opportun et en consultation avec la Puissance administrante, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session.

#### PROJET DE RESOLUTION X

##### Question d'Anguilla

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question d'Anguilla,

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 34/,

Rappelant la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Ayant examiné le rapport de la Mission de visite des Nations Unies 35/ envoyée à Anguilla en septembre 1984, sur l'invitation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en tant que puissance administrante 36/,

Ayant entendu la déclaration du Président de la Mission de visite 37/,

Ayant entendu la déclaration du représentant de la Puissance administrante 38/,

---

34/ A/39/23 (Partie II), chap. IV, et A/39/23 (Partie VIII).

35/ A/AC.109/799.

36/ A/AC.109/772.

37/ A/C.4/39/SR.14.

38/ A/C.4/39/SR.16.



Se félicitant de la coopération de la Puissance administrante aux travaux du Comité spécial relatifs aux territoires administrés par le Royaume-Uni et du fait qu'il a volontiers permis aux missions de visite des Nations Unies de se rendre dans ces territoires,

Conscient des problèmes particuliers auxquels le territoire se heurte du fait de sa situation géographique, de sa faible superficie, de ses ressources limitées et de son manque d'infrastructure,

Réitérant que des facteurs tels que la superficie du territoire, la situation géographique, l'importance de la population et le caractère limité des ressources naturelles ne devraient en aucun cas retarder l'application de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, dont les dispositions sont pleinement applicables à Anguilla,

1. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à Anguilla 39/;

2. Approuve également le rapport de la Mission de visite des Nations Unies à Anguilla en 1984 35/;

3. Réaffirme le droit inaliénable du peuple d'Anguilla à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

4. Exprime ses remerciements à la Puissance administrante et au Gouvernement d'Anguilla pour la coopération étroite et l'assistance qu'ils ont fournies à la Mission;

5. Demande instamment à la Puissance administrante, agissant en collaboration avec le Gouvernement d'Anguilla, de développer les programmes d'éducation politique afin que la population du territoire soit mieux informée des options qui lui sont offertes dans l'exercice de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration;

6. Exprime l'opinion que les mesures tendant à encourager le développement économique et social d'Anguilla constituent un élément essentiel du processus d'autodétermination et, à cet égard, invite la Puissance administrante à continuer, en étroite collaboration avec le gouvernement du territoire, à intensifier et diversifier ses programmes d'assistance au développement en faveur d'Anguilla;

7. Prie la Puissance administrante de continuer, compte tenu des observations, conclusions et recommandations de la Mission de visite 40/, de s'assurer le concours des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies ainsi que d'autres organismes régionaux et internationaux, en vue de développer et de renforcer l'économie du territoire;

8. Prie en outre la Puissance administrante de faciliter la participation du territoire, en tant que membre associé, aux activités de divers organismes du système des Nations Unies, ainsi que d'autres organismes régionaux et internationaux;

9. Estime que la possibilité d'envoyer, le moment venu, une autre mission de visite à Anguilla devrait rester à l'étude;

10. Prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session, notamment d'envisager l'envoi éventuel d'une autre mission de visite à Anguilla, en temps opportun et en consultation avec la Puissance administrante, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session.

25. La Quatrième Commission recommande également à l'Assemblée générale d'adopter les projets de consensus suivants :

#### PROJET DE CONSENSUS I

##### Question des Tokélaou

L'Assemblée générale, ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 41/, et ayant entendu la déclaration du représentant de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne les Tokélaou 42/, note avec satisfaction que la Puissance administrante, dans l'exercice de ses responsabilités à l'égard des Tokélaou, est disposée à maintenir une étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée réaffirme le droit inaliénable de la population des Tokélaou à l'autodétermination conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée en date du 14 décembre 1960, et réaffirme en outre qu'il incombe à la Puissance administrante de tenir la population des Tokélaou pleinement informée de ce droit. A cet égard, l'Assemblée note que la population du territoire a indiqué que, pour le moment, elle ne souhaitait pas revoir la nature des relations qui unissent actuellement les Tokélaou à la Nouvelle-Zélande. L'Assemblée accueille avec satisfaction les affirmations de la Puissance administrante, selon lesquelles elle continuera de se laisser guider uniquement par les vœux de la population des

---

40/ A/AC.109/799, par. 172 à 193.

41/ A/39/23 (Partie II), chap. IV et A/39/23 (Partie VI) et Corr.1, chap. XIV.

42/ A/C.4/39/SR.14.

Tokélaou concernant le statut futur du territoire et note également que la Puissance administrante a donné aux Tokélaouans l'assurance qu'elle continuerait à leur accorder son assistance au cas où ils souhaiteraient modifier leur statut actuel. L'Assemblée demande à la Puissance administrante de poursuivre son programme de formation politique dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour assurer la préservation de l'identité et du patrimoine culturel de la population des Tokélaou. L'Assemblée note avec satisfaction que la Puissance administrante établit actuellement un recueil de toutes les lois et de tous les règlements qui s'appliquent au territoire, y compris les lois traditionnelles, et prie instamment la Puissance administrante d'accélérer ses travaux, ainsi que la traduction en tokélaouan desdits lois et règlements. L'Assemblée estime que la Puissance administrante doit continuer de tenir la population des Tokélaou informée de l'examen, à l'Organisation des Nations Unies, de la situation dans le territoire. L'Assemblée reconnaît que le développement politique et économique des Tokélaou constitue un élément important du processus d'autodétermination. Elle note à cet égard avec satisfaction que le Fono (Conseil) général des Tokélaou assume des pouvoirs plus étendus dans les affaires politiques, économiques et financières locales. L'Assemblée prend acte en outre des efforts que déploie continûment la Puissance administrante pour favoriser le développement économique du territoire ainsi que des mesures qu'elle a prises pour sauvegarder et garantir les droits de la population des Tokélaou à toutes ses ressources naturelles et aux avantages qui en découlent. A ce sujet, l'Assemblée note avec satisfaction la conclusion, en septembre 1983, d'un accord sur l'accès aux zones de pêche passé avec l'American Tunaboat Association, qui porte sur les zones économiques combinées des îles Cook, de Nioué, de l'Etat du Samoa occidental, des Tokélaou et de Tuvalu. L'Assemblée note que le Traité de Tokehega entre la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis d'Amérique, qui délimite la frontière maritime entre les Tokélaou et les Samoa américaines, est entré en vigueur le 3 septembre 1983. L'Assemblée estime que la Puissance administrante doit continuer d'étendre l'aide budgétaire et l'assistance au développement qu'elle fournit au territoire. Elle note avec satisfaction que la Puissance administrante s'emploie de façon suivie à améliorer la situation dans les domaines de la santé publique, des travaux publics et de l'enseignement. L'Assemblée remercie à nouveau les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies ainsi que les organisations régionales pour l'aide fournie aux Tokélaou et leur demande de continuer à apporter une assistance au territoire. Consciente du fait que les missions de visite des Nations Unies offrent un moyen efficace de se rendre compte de la situation régnant dans les petits territoires, l'Assemblée est d'avis qu'il faudrait envisager, compte tenu en particulier des vœux de la population des Tokélaou, la possibilité d'envoyer en temps opportun d'autres missions de visite dans le territoire. L'Assemblée prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session et d'envisager l'envoi d'une nouvelle mission de visite aux Tokélaou, selon qu'il conviendra et en consultation avec la Puissance administrante, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée lors de sa quarantième session.

## PROJET DE CONSENSUS II

Question de Pitcairn

L'Assemblée générale, ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 43/, prend note de la déclaration du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord 44/ selon laquelle le Gouvernement britannique a pour politique de respecter les vœux de la population de Pitcairn lors de l'examen du futur statut constitutionnel du territoire, et de continuer d'encourager les habitants de Pitcairn à demeurer fidèles au mode de vie qu'ils se sont choisi et qui est le mieux adapté à la spécificité de leur situation. L'Assemblée demande à nouveau à la Puissance administrante de continuer à prendre les mesures nécessaires pour protéger les intérêts de la population de Pitcairn. L'Assemblée prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée lors de sa quarantième session.

## PROJET DE CONSENSUS III

Question de Gibraltar

L'Assemblée générale, notant que le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont signé une déclaration le 10 avril 1980 à Lisbonne 45/ se proposant, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, de résoudre le problème de Gibraltar, convenant à cette fin d'engager des négociations en vue de surmonter toutes leurs divergences sur Gibraltar convenant aussi de rétablir des communications directes dans la région, le Gouvernement espagnol ayant décidé de suspendre l'application des mesures actuellement en vigueur et les deux gouvernements convenant de fonder leur coopération future sur la réciprocité et la pleine égalité des droits, notant que les deux gouvernements sont convenus le 8 janvier 1982 à Londres de fixer au 20 avril 1982 la date de l'application intégrale de la Déclaration de Lisbonne, y compris en ce qui concerne l'ouverture de négociations et le rétablissement simultané des communications directes dans la région, et notant que les deux gouvernements, lorsqu'ils sont convenus par la suite de différer ces arrangements, ont indiqué qu'ils étaient résolus à préserver l'élan du processus entamé par la Déclaration de Lisbonne d'avril 1980 et qu'ils avaient l'intention de fixer une nouvelle date pour l'application de ladite Déclaration, prie instamment les deux gouvernements de rendre possible l'ouverture des négociations prévues dans le

---

43/ A/39/23 (Partie VI), chap. XV.

44/ A/C.4/39/SR.16.

45/ Voir A/AC.109/603 et Corr.1, par. 13.

consensus adopté par l'Assemblée le 14 décembre 1973 46/, afin de parvenir à une solution durable du problème de Gibraltar, compte tenu des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et dans l'esprit de la Charte des Nations Unies.

26. La Quatrième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

PROJET DE DECISION I

Question de Sainte-Hélène

L'Assemblée générale, ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 47/, et ayant entendu la déclaration du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Puissance administrante 48/, réaffirme le droit inaliénable de la population de Sainte-Hélène à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, figurant dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée en date du 14 décembre 1960. L'Assemblée note l'engagement qu'a pris le Gouvernement du Royaume-Uni de respecter les vœux de la population du territoire concernant son statut politique futur et, à cet égard, prie instamment la Puissance administrante de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires, en consultation avec le Conseil législatif et les autres représentants du peuple de Sainte-Hélène, pour assurer l'application rapide de la Déclaration au regard du territoire et réaffirme à ce sujet qu'il importe de sensibiliser la population de Sainte-Hélène aux possibilités que lui offre l'exercice de son droit à l'autodétermination.

L'Assemblée exprime l'espoir que la Puissance administrante continuera d'exécuter des projets en matière d'infrastructure et de développement communautaire de manière à améliorer le bien-être général, ainsi qu'à encourager les initiatives et l'entreprise locales, en particulier dans les secteurs de la sylviculture et de l'artisanat. Elle prend également note que la Puissance administrante est disposée à relancer l'industrie de la pêche dans le territoire. L'Assemblée réaffirme que le maintien de l'aide au développement accordée par la Puissance administrante constitue, avec l'apport éventuel d'une aide de la communauté internationale, un moyen important d'accroître le potentiel économique du territoire et de faciliter à la population la pleine réalisation des objectifs énoncés dans les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies. L'Assemblée note avec préoccupation la présence d'une base militaire sur l'île dépendante de l'Ascension. Elle rappelle à cet égard toutes les résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des

---

46/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 30 (A/9030), p. 120, point 23 de l'ordre du jour.

47/ A/39/29 (Partie II); A/39/23 (Partie III) et Corr.1, chap. VI et A/39/23 (Partie VI), chap. XVI.

48/ A/C.4/39/SR.16.

Nations Unies concernant des bases et installations militaires dans les territoires coloniaux et non autonomes. L'Assemblée, prenant acte de l'attitude favorable de la Puissance administrante quant à l'accueil de missions de visite des Nations Unies dans les territoires qu'elle administre, estime qu'il convient de ne pas perdre de vue la possibilité d'envoyer une telle mission à Sainte-Hélène en temps opportun. L'Assemblée prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session, y compris la possibilité d'envoyer en temps opportun une mission de visite à Sainte-Hélène, en consultation avec la Puissance administrante, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée lors de sa quarantième session.

-----